

# Cas de rigueur – Contrôle des aides octroyées

## Guide pratique

à l'attention des entreprises dont **le chiffre d'affaires de référence est inférieur ou égal à CHF 5'000'000.-** et ayant perçu une **aide totale inférieure à CHF 250'000.-** pour l'entier de la période couverte (soit au maximum du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2021)

1	Introduction .....	2
1.1	Principes du controlling .....	2
1.2	Bases légales applicables .....	2
2	Consignes pour la préparation et la remise des documents de contrôle .....	3
2.1	Forme du contrôle .....	3
2.2	Documents à télécharger et à compléter .....	3
2.3	Délai pour la remise des documents au SPEI .....	3
3	Précisions .....	4
3.1	Limite de bénéfice autorisé pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel de référence est inférieur ou égal à 5 millions de francs .....	4
3.2	Conséquences en cas de différence ou de problème constaté .....	5

### Infos et contacts

► [Page «Cas de rigueur» sur le site du SPEI](#)

► [Page «Cas de rigueur» sur le site de la Confédération \(EasyGov\)](#)

Le SPEI se tient à votre disposition pour toute question. Nous vous remercions de nous faire parvenir un courriel contenant votre question, les coordonnées de la demande «cas de rigueur» concernée (n° CDR-XXX) et un numéro de téléphone à l'adresse suivante : [casrigueur.covid19@vd.ch](mailto:casrigueur.covid19@vd.ch)

## 1 Introduction

### 1.1 Principes du controlling

Le présent document vise à informer les entreprises ayant reçu une ou plusieurs aides pour cas de rigueur des dispositions qui s'appliquent en matière de contrôle de ces aides, s'agissant en particulier des informations et documents qu'elles sont tenues de transmettre au Service de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI) dans des délais impartis.

En effet, chaque canton ayant mis en place des mesures d'aide pour cas de rigueur est tenu par la Confédération de mettre en place un contrôle des aides octroyées, en définissant son propre processus.

Le contrôle, sur la base des états financiers définitifs des entreprises pour les années 2020 et 2021, a pour objectif :

- de rectifier un éventuel dépassement de la limite de bénéfice autorisée pour l'année 2020 et pour l'année 2021 ;
- de vérifier, pour les personnes morales exclusivement, le respect des restrictions à l'utilisation de l'aide octroyée, durant l'exercice pour lequel une aide a été octroyée, ainsi que pour les trois exercices suivants ;
- de vérifier l'absence de comptabilisation d'opérations insolites à l'activité régulière de la société non justifiées, notamment la création de réserves latentes, des amortissements directs ou immédiats ou une rémunération excessive du ou des actionnaires dans les entreprises en raison individuelle ;
- de détecter d'éventuelles fraudes intentionnelles.

### 1.2 Bases légales applicables

► [Loi fédérale du 25 septembre 2020 sur les bases légales des ordonnances du Conseil fédéral visant à surmonter l'épidémie de COVID-19 \(Loi COVID-19 ; RS 818.102\)](#) (les aides pour cas de rigueur sont fondées sur l'article 12)

► [Ordonnance fédérale du 25 novembre 2020 concernant les mesures pour les cas de rigueur destinées aux entreprises en lien avec l'épidémie de COVID-19 \(OMCR 20 ; RS 951.262 ; ci-après : ordonnance fédérale\)](#)

► [Arrêté cantonal du 2 décembre 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus \(COVID-19\) par un soutien aux entreprises, dans des cas de rigueur \(BLV 900.05.021220.5 ; ci-après : arrêté cantonal\)](#)

► [Loi cantonale du 22 février 2005 sur les subventions \(LSubv ; BLV 610.15\) et Règlement du 22 novembre 2006 d'application de la loi du 22 février 2005 sur les subventions \(RLSubv ; BLV 610.15.1\)](#) (voir l'article 17 alinéa 2 de l'arrêté cantonal)

► [Règlement du Conseil d'Etat concernant le contrôle des aides octroyées au sens de l'arrêté du 2 décembre 2020 sur les mesures économiques destinées à lutter contre les effets du coronavirus \(COVID-19\) par un soutien aux entreprises, dans des cas de rigueur](#) (voir l'article 17 alinéa 3 de l'arrêté cantonal)

## 2 Consignes pour la préparation et la remise des documents de contrôle

### 2.1 Forme du contrôle

Le rapport de contrôle des aides octroyées se fait par le biais du formulaire « Auto-déclaration », complété par une ou plusieurs personnes autorisées à engager l'entreprise par leur signature.

Le formulaire est rédigé de manière simple, afin que l'entreprise puisse le compléter et le signer, sans l'aide d'un expert.

### 2.2 Documents à télécharger et à compléter

Votre entreprise doit transmettre au SPEI les documents suivants dûment remplis et signés :

- [Formulaire « Auto-déclaration »](#)
- [Tableau de calcul de la limite de bénéfice autorisé](#)

Le formulaire « auto-déclaration » et le tableau de calcul doivent être accompagnés par les annexes suivantes, pour autant que l'entreprise ne les ait pas préalablement déjà transmises au SPEI :

- Etats financiers définitifs pour l'exercice 2020, accompagnés du rapport de révision pour les entreprises soumises à une révision
- Etats financiers définitifs pour l'exercice 2021, accompagnés du rapport de révision pour les entreprises soumises à une révision

### 2.3 Délai pour la remise des documents au SPEI

Pour les entreprises qui ne l'ont pas encore fait, les documents précités doivent être envoyés **d'ici au 31 octobre 2023** par courrier électronique à l'adresse suivante : [casrigueur.covid19@vd.ch](mailto:casrigueur.covid19@vd.ch). Le numéro IDE ou le numéro de votre demande (CDR-XXX) doit figurer dans l'envoi.

### 3 Précisions

#### 3.1 Limite de bénéfice autorisé pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel de référence est inférieur ou égal à 5 millions de francs

Selon la loi COVID-19 et l'ordonnance fédérale topique, l'aide pour cas de rigueur sert à couvrir tout ou partie des coûts fixes non couverts par le chiffre d'affaires des entreprises impactées par le COVID-19. En d'autres termes, une entreprise ayant perçu une aide pour cas de rigueur et qui a réalisé un bénéfice devra probablement restituer une partie de l'argent reçu de l'Etat.

Le Canton de Vaud a toutefois décidé d'assouplir cette condition de base. Ainsi, une part bénéficiaire est admise pour les entreprises éligibles à une aide pour cas de rigueur.

Le bénéfice des exercices 2020 et 2021, y compris l'aide pour les cas de rigueur, ne peut en aucun cas excéder, pour chacun des exercices :

- pour une entreprise en raison individuelle ou en nom collectif : le bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019 ;
- pour une personne morale fermée plus de 40 jours sur décision d'autorité: le bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019 ;
- pour une personne morale dont la perte de chiffre d'affaires durant l'année 2020 représente plus de 40% du chiffre d'affaires de référence au sens de l'article 5, alinéa 1, lettre b et alinéa 3 de l'[arrêté cantonal](#): au maximum 30'000 francs ;
- lorsque les exercices 2018 et 2019 existent et affichent une perte ou à défaut d'exercice antérieur à 2020, l'aide est néanmoins allouée. Dans un tel cas, le bénéfice des exercices 2020 et 2021, y compris l'aide pour les cas de rigueur, ne peut en aucun cas excéder, pour chacun des exercices :
  - pour une entreprise en raison individuelle ou en nom collectif : à la part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur, mais au maximum à 120'000 francs ;
  - pour une personne morale au sens de l'alinéa 2 lettre b ou c : au maximum à 30'000 francs.

Limite bénéfice 2020												
	CDR 40%						CDR 40 jours					
	Société de capitaux (SA/Sàrl) CA réf. < 5mio			Société de personnes (RI/SNC/Commandite) CA réf. < 5mio			Société de capitaux (SA/Sàrl) CA réf. < 5mio			Société de personnes (RI/SNC/Commandite) CA réf. < 5mio		
	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019
<b>Résultat d'exploitation retenu</b>	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020	Résultats 2020
<b>Correctif pour la prise en compte du bénéfice autorisé</b>	30'000	30'000	30'000	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000	Bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000	30'000	Bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019	30'000	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000	Bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000
<b>Dispositions légales</b>	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 2 let. c AC	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 3 let. a AC	art. 12 al. 2 let. a	art. 12 al. 3 let. a AC	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 2 let. b AC	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 3 let. a AC	art. 12 al. 2 let. a AC	art. 12 al. 3 let. a AC

Limite bénéfice 2021												
	CDR 40%						CDR 40 jours					
	Société de capitaux (SA/Sàrl) CA réf. < 5mio			Société de personnes (RI/SNC/Commandite) CA réf. < 5mio			Société de capitaux (SA/Sàrl) CA réf. < 5mio			Société de personnes (RI/SNC/Commandite) CA réf. < 5mio		
	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019	Perte en 2018 et en 2019 (ou perte uniquement en 2019 car pas d'exercice 2018)	Bénéfice en 2018 et/ou 2019	aucun exercice 2018 et 2019
<b>Résultat d'exploitation retenu</b>	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021	Résultats 2021
<b>Correctif pour la prise en compte du bénéfice autorisé</b>	30'000	30'000	30'000	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000	Bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000	30'000	Bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019	30'000	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000	Bénéfice annuel le plus élevé entre 2018 et 2019	Part de salaire propre admissible par comparaison avec des entreprises similaires du même secteur et au max 120'000
<b>Dispositions légales</b>	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 2 let. c AC	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 3 let. a AC	art. 12 al. 2 let. a	art. 12 al. 3 let. a AC	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 2 let. b AC	art. 12 al. 3 let. b AC	art. 12 al. 3 let. a AC	art. 12 al. 2 let. a AC	art. 12 al. 3 let. a AC

### 3.2 Conséquences en cas de différence ou de problème constaté

Restitution partielle	Révocation totale
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Dépassement de la limite de bénéfice autorisé</b> : l'aide octroyée excède la marge bénéficiaire maximale autorisée par l'arrêté cantonal ; dans ce cas, le SPEI exige la restitution de la part excédant ce plafond.</li> <li>• <b>Rectification en cas de comptabilisation d'opérations insolites à l'activité régulière de la société non justifiées</b> : l'entreprise a comptabilisé des opérations (notamment création de réserves latentes, amortissements directs ou immédiats ou rémunération excessive du ou des actionnaires dans les entreprises en raison individuelle) qui entraînent une surindemnisation (l'aide octroyée excède un des plafonds fixés par l'arrêté cantonal ou l'ordonnance fédérale (proportion maximale du chiffre d'affaires de référence, montant net maximal, etc.)) ; dans ce cas, le SPEI exige la restitution de la part excédant ce plafond.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Abus/fraude intentionnels</b> : l'aide a été octroyée sur la base d'informations frauduleuses.</li> <li>• <b>Violation des restrictions d'utilisation de l'aide</b> : l'entreprise, durant l'exercice au cours duquel l'aide lui a été octroyée ou durant les 3 exercices suivants, enfreint l'une des restrictions prévues par l'<a href="#">article 7 de l'arrêté cantonal</a> ou l'<a href="#">article 6 de l'ordonnance fédérale</a>.</li> <li>• <b>Non-remise des états financiers définitifs ou tout autre document requis pour le contrôle des aides octroyées</b> : l'entreprise n'a pas respecté son obligation de transmettre les documents de contrôle ou son obligation de présenter spontanément au SPEI ses états financiers définitifs pour l'exercice au cours duquel une aide a été octroyée et pour les trois exercices suivants, au plus tard au 30 juin de l'année suivante ou jusqu'à remboursement de l'ensemble des aides obtenues.</li> <li>• <b>Demande de restitution volontaire</b> : une entreprise peut demander à rembourser la totalité de l'aide qui lui a été octroyée (p.ex. pour avoir la possibilité de distribuer des dividendes à ses actionnaires) ; dans de tels cas, le SPEI révoque la décision de versement de l'aide et exige la restitution de l'intégralité du montant versé. Une fois le montant remboursé par l'entreprise, le SPEI lui envoie un courrier la libérant de ses obligations de suivi.</li> </ul>

#### Attention :

Les formulaires complétés par les entreprises ont pour objectif de guider le SPEI dans l'examen de leurs documents comptables et financiers. Les entreprises ayant commis des erreurs en remplissant les formulaires seront interpellées pour préciser leurs déclarations. De simples erreurs ou des imprécisions n'entraînent pas la révocation automatique des aides obtenues. Seules des déclarations frauduleuses ou des violations des restrictions à l'utilisation de l'aide pourront donner lieu à une procédure de révocation.

Certains délais peuvent être prolongés mais doivent faire l'objet d'une demande écrite au SPEI. En outre, en cas de non-respect du délai imparti, plusieurs rappels seront adressés aux entreprises défaillantes. Ainsi, il n'y a pas de révocation automatique des aides obtenues en cas de retard dans la remise des documents requis. Ce n'est qu'en cas d'impossibilité d'obtenir les informations requises, malgré les multiples rappels, que le SPEI procédera à la révocation des décisions d'octroi des aides pour cas de rigueur.